



## Histoire & mesure

XXVII-1 | 2012

Le prix de la mort

---

Béatrice TOUCHELAY, *L'État et l'entreprise. Une histoire de la normalisation comptable et fiscale à la française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 383 p.

Hervé Joly

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4397>

ISBN : 0982-1783

ISSN : 1957-7745

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 218-220

ISBN : 978-2-7132-2346-4

ISSN : 0982-1783

### Référence électronique

Hervé Joly, « Béatrice TOUCHELAY, *L'État et l'entreprise. Une histoire de la normalisation comptable et fiscale à la française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 383 p. », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVII-1 | 2012, mis en ligne le 25 juillet 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4397>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Éditions de l'EHESS

---

Béatrice TOUCHELAY, *L'État et l'entreprise. Une histoire de la normalisation comptable et fiscale à la française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 383 p.

Hervé Joly

---

- 1 Après avoir travaillé dans sa thèse sur les origines de l'INSEE, Béatrice Touchelay poursuit, dans ce livre issu d'un mémoire d'habilitation, son histoire de « la France des nombres » à travers un moment particulier de la comptabilité d'entreprise, celui d'un long processus de normalisation imposé par l'État au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Comme le montre le professeur de gestion Yannick Lemarchand dans une préface qui inscrit bien le livre dans la longue durée, la France a longtemps été un pays très libéral en matière comptable. Il a fallu que l'État soit en mal de recettes fiscales pendant la Première Guerre mondiale pour qu'il se préoccupe d'imposer des normes pour taxer les bénéfices de guerre. Mais ce n'est qu'avec les débuts de la Cinquième République qu'il parvient à rendre ces normes obligatoires, et encore dans une généralisation « paisible » qui laisse plusieurs années aux différentes branches pour s'y rallier, jusqu'au décret de 1965 qui établit une liaison formelle entre la détermination du bénéfice fiscal et le plan comptable général de 1947.
- 2 B. Touchelay nous livre une histoire minutieuse, selon un plan strictement chronologique en quatre parties, dix chapitres et un épilogue, des flux et des reflux de ce processus de normalisation qui se prolonge pendant une cinquantaine d'années. Elle nous révèle un État finalement assez impuissant, qui se heurte à trois obstacles principaux pour imposer des règles pourtant indispensables à la fiscalité des entreprises. Les entreprises, à travers leur représentation dans les organisations patronales (confédérations, fédérations

professionnelles et chambres de commerce) telle que l'auteure les appréhende de manière privilégiée, résistent d'abord fortement à des procédures qui remettent en cause leur tradition de secret des affaires. Le corps des comptables, profession de techniciens méprisée par les élites françaises, administratives et économiques imbriquées, est ensuite trop faible et inorganisé pour réguler ces pratiques. Enfin, l'administration fiscale n'a pas les moyens de ses ambitions de contrôle. Politiquement, la normalisation comptable a plutôt été portée par des hommes de gauche comme Vincent Auriol ou Pierre Mendès France qui n'ont souvent effectué que de brefs passages au pouvoir. La période vichyste aurait pu, par son orientation dirigiste, constituer une avancée décisive, mais le contexte de la collaboration contribue plutôt à discréditer le plan comptable imposé en 1942. C'est pourtant dans une certaine continuité personnelle, entre responsables des anciens comités d'organisation et membres des nouvelles commissions, qu'un nouveau plan comptable est élaboré en 1947. Si son édition est un best-seller (45 000 exemplaires vendus d'ici à 1956), son adoption obligatoire est longtemps reportée. La masse des entreprises petites et moyennes n'y voit qu'une contrainte à laquelle elles préfèrent échapper par une imposition forfaitaire. Mais, comme le montre bien B. Touchelay, cette logique trouve sa limite dans sa radicalisation avec le mouvement Poujade : celui-ci s'oppose à une pression fiscale qui, en l'absence de normes comptables, ne peut justement être qu'arbitraire. La confédération patronale, CGPF puis CNPF après 1945, qui avait toujours cherché à préserver l'unité du milieu s'éloigne alors des petits entrepreneurs pour relayer la voix des grandes entreprises, qui poussent à l'adoption de règles objectives. Si l'État réussit finalement à imposer la normalisation indispensable à ses recettes fiscales, c'est parce qu'il se trouvait enfin d'autres acteurs intéressés. Au moins les sociétés cotées sont obligées, même si leurs actionnaires ne sont pas encore tout puissants, de déterminer de manière incontestable le montant de leurs bénéfices, dans une logique de régulation qui annonce les exigences de la *corporate governance*. Les syndicats de salariés auraient pu aussi constituer un facteur favorable, s'ils avaient été plus intéressés à la participation aux résultats que leur propose le pouvoir gaulliste.

- 3 Cette période particulière où l'État joue un rôle moteur apparaît donc comme une longue parenthèse entre deux phases libérales, l'une où la comptabilité d'entreprise restait une affaire purement privée entre les propriétaires et les associés, l'autre où il se trouve des partenaires financiers plus gourmands que le fisc pour avoir intérêt à une détermination formelle des bénéfices.
- 4 B. Touchelay nous livre une histoire fine mais jamais aride de ce qu'elle résume comme la lente victoire du monde des chiffres. Elle ne fait pas du tout l'histoire technique des pratiques comptables, ce qu'on peut parfois presque regretter tant elles paraissent un peu abstraites dans son récit ; elle fait l'histoire des luttes auxquelles se livrent les hommes qui compose ce qu'elle appelle une « nébuleuse calculatrice ». Sa matière est toujours originale, grâce à un dépouillement d'archives et de sources imprimées considérables, et les acteurs qu'elle met en avant sont souvent méconnus, parce que la cause qu'ils portent n'est pas perçue comme prestigieuse. Elle montre bien pourtant combien cette normalisation comptable et fiscale relève d'une dimension majeure de la modernisation de la société française, qui n'avait jusqu'alors jamais été reconnue comme telle par l'historiographie.